



## Jean-Michel Blanquer : « En CP, le retour à l'école a permis, globalement, d'effacer le recul lié au confinement »

- Société
- Éducation

Le ministre de l'éducation, dévoile, mercredi, les résultats d'une deuxième salve d'évaluations passée par les 800 000 élèves de CP en janvier. Les résultats sont « en net progrès » en français comme en mathématiques.

Article réservé aux abonnés



Le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, le 8 mars à Paris. CYRIL BITTON / DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Un an après le début de la crise sanitaire, le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, dévoile, mercredi 9 mars, les résultats d'une deuxième salve d'évaluations passée par les 800 000 élèves de CP en janvier. Des résultats « *en net progrès* » en français comme en mathématiques qui justifient, selon lui, la stratégie qu'il défend depuis que le Covid-19 circule sur le territoire national : celle du maintien des écoles ouvertes. Y compris à l'heure des variants. L'actualité scolaire ne se réduit pas au volet sanitaire : le ministre de l'éducation revient, ici, sur les polémiques qui rythment la vie des enseignants, des atteintes à la laïcité au débat sur l'« islamo-gauchisme » en passant par la réforme, à Paris, de l'affectation en lycée.

Cela fait presque un an, jour pour jour, que la France a basculé dans la crise sanitaire. Depuis la fin du premier confinement, vous défendez le maintien des écoles ouvertes. Est-ce un dogme, à l'heure des variants ?

Le maintien des écoles ouvertes est un objectif humain fondamental ! L'école n'est pas une variable d'ajustement mais un enjeu vital pour tous les enfants. En avoir été privé nous a rappelé son caractère précieux. Les avantages à laisser les écoles ouvertes sont largement supérieurs aux inconvénients.

Nous savons cependant qu'un mois de mars difficile nous attend. Depuis lundi, tous les enfants de France sont de nouveau en classe. Or la courbe des contaminations a tendance à augmenter dans les jours qui suivent le retour des vacances ; ces



prochaines semaines, davantage de classes risquent de fermer. Mais ces fermetures ont toujours été et restent encore très minoritaires – de l'ordre de 0,2 %.

Sur le plan strictement scolaire, mesure-t-on les effets du confinement ?

Les dispositifs d'évaluation mis en place depuis 2017 nous ont été pour cela très précieux. Ainsi, pour nos 800 000 élèves de CP, les tests qu'ils ont passés, en septembre, montraient une régression inévitable du fait du confinement. Ces mêmes écoliers ont de nouveau été évalués en janvier, et leurs résultats sont en net progrès. En mathématiques comme en français, le retour à l'école a, globalement, permis d'effacer le recul lié à la période du confinement.

Ce constat vaut-il aussi pour les élèves défavorisés ?

Le rattrapage n'est pas aussi homogène qu'on le voudrait, notamment pour les élèves relevant de l'éducation prioritaire renforcée [REP+]. Les progrès de ces derniers, en français comme en mathématiques, sont moins importants que ceux de tous les autres élèves. Les écarts de réussite en français ont même pu s'accroître – ce qui n'est pas le cas en mathématiques. Cela ne veut pas dire que ces écoliers ont régressé : c'est l'amélioration de la réussite de tous les autres qui a creusé l'écart.

Qu'en est-il des « décrocheurs » ?

C'est une autre bonne nouvelle, assez contre-intuitive : nous n'avons pas vu augmenter leur nombre en 2020. Dans les lycées professionnels où se concentre souvent le décrochage, on a vu revenir les élèves beaucoup plus nombreux en septembre. Être privé d'école a conduit à un regain d'attachement à l'école. Voilà une autre donnée à mettre au crédit des professeurs qui ont fait un travail exceptionnel durant toute la période.

Vous leur rendez hommage. N'est-il pas temps de tous les revaloriser ?

Cette revalorisation, nous y travaillons dès avant la crise sanitaire. Ce travail arrive à maturité : le Grenelle de l'éducation va s'achever en mars. Les premières augmentations ont

eu lieu, avec la prime informatique versée, fin février, à tous les professeurs, ou encore la

prime de 450 euros annuels pour les directeurs d'école. Les plus jeunes vont aussi percevoir, pour certains, jusqu'à 100 euros par mois supplémentaires à partir de mai. Le mouvement se

poursuivra, nous y travaillons avec le premier ministre. Les plus jeunes bénéficieront davantage de cet effort. Nous avançons dans les discussions pour 2022 avec les syndicats sur

ce sujet.

L'éducation nationale emploie un million de salariés, c'est une des plus grandes structures au monde. Mieux reconnaître les enseignants passe aussi par une gestion des ressources humaines plus souple, avec plus de travail en équipe. C'est la fin du cliché du mammoth.

Quid des lycéens dont tout une frange continue d'aller en cours à mi-temps, alors que le bac approche ?

Nous réussissons, j'espère bien avant la fin de l'année scolaire, à ce que tous les lycéens, et en

priorité les élèves de terminale, puissent revenir à plein temps en cours. Le baccalauréat aura lieu : tout nous indique que le mois de juin permettra d'étudier dans de meilleures conditions et d'organiser les épreuves terminales [de philosophie et du grand oral], ainsi que celle de français en 1<sup>re</sup>. C'est mon objectif, sauf très mauvaise et très improbable surprise.

Beaucoup de jeunes confient leur désarroi... Que prévoyez-vous pour les rassurer, eux et leurs parents ?



La jeunesse est et sera la priorité absolue du gouvernement. Nous allons amplifier l'aide aux devoirs, y compris à distance, y compris pendant les vacances. Cela fait partie des acquis de la crise : les « vacances apprenantes », la « nation apprenante » (avec des programmes télévisés à destination des élèves parfois suivis par plus de 1 million de téléspectateurs), les « devoirs faits » et les « e-devoirs faits » ... Tous ces dispositifs seront reconduits. Notre résilience pendant la crise est à la base de notre renaissance après la crise.

Voyez-vous des « effets positifs » à la crise ?

Outre la continuité pédagogique, la période nous a permis d'accélérer notre transformation numérique. Les cours à distance du CNED, avec 1,3 million de comptes créés tous niveaux confondus, la modernisation de nos environnements numériques de travail, les envois de cours et de copies imprimés via La Poste... La période a été riche en innovations.

On a pourtant vu des parents s'épuiser, et des enseignants dénoncer les limites de l'école à distance...

Bien entendu, tout n'a pas été parfait. Dans les premiers jours du confinement, la coordination pédagogique n'a pas été simple. Nous avons pris conscience que nos serveurs numériques manquaient de puissance. Nos services de santé scolaire, les médecins et les infirmiers scolaires font un travail extraordinaire. Même chose pour les psychologues de l'éducation nationale, dans une période comme celle-ci. Dans le cadre du Grenelle de l'éducation, nous voulons renforcer l'attractivité de ces métiers et la coopération avec la médecine de ville. Ce sont des points de fragilité qui préexistaient à la crise sanitaire mais que celle-ci a mis en lumière et sous tension.

Vous avez annoncé plusieurs fois l'arrivée des tests salivaires dans les écoles. Sur le terrain, est-on enfin prêt ?

Le dispositif est en train de monter en puissance. C'est vrai que les tests antigéniques dans les collèges et lycées, lancés en décembre, ont rencontré des limites : les volontaires – de l'ordre de 20 % – restent minoritaires. C'est pourquoi nous attendons avec impatience les tests salivaires, qui sont complémentaires et concernent prioritairement l'école primaire. Nous sommes en mesure d'en faire passer 100 000 cette semaine, contre 60 000 la semaine écoulée, pour atteindre l'objectif des 300 000 tests hebdomadaires, mi-mars, fixé avec le ministre de la santé Olivier Véran.

L'idée est d'aller là où le virus circule le plus, à la recherche des cas asymptomatiques, mais aussi de revenir, tous les quinze jours, dans les mêmes écoles, collèges et lycées (une dizaine par académie), pour cerner l'évolution de l'épidémie dans un échantillon témoin.

Quid de la vaccination des enseignants ?

La stratégie nationale obéit à une logique qui est de cibler les populations des plus vulnérables aux moins vulnérables. Nous sommes entrés dans la deuxième phase : les plus de 50 ans sont concernés quand ils ont des comorbidités. Nos professeurs volontaires, qui sont dans ces situations, peuvent donc être vaccinés. Mais la logique actuelle n'est pas d'ajouter un critère professionnel aux critères de santé.

Donc, aucun coupe-file à venir ?

Je poursuis les échanges avec Olivier Véran pour apporter la meilleure réponse possible dans le cadre de la stratégie globale de vaccination.

L'année 2020, marquée par le Covid-19, l'a aussi été par l'assassinat de Samuel Paty.

Quelles leçons en avez-vous tirées ?

Par l'effet de sidération qu'a produit ce crime, par son extrême violence, le 16 octobre 2020 aura été en quelque sorte le 11-Septembre des professeurs.

Rendez-vous compte, un homme est mort pour avoir voulu transmettre les valeurs de la République !



Pour moi-même, j'en ai tiré le constat plus que jamais qu'il ne fallait rien céder sur le fond. La laïcité n'est pas une variable d'ajustement du système scolaire : elle est son socle fondamental. Pour l'éducation nationale, au-delà de tout ce qui avait déjà été engagé, j'ai voulu aller plus loin pour donner aux enseignants les outils dont ils ont besoin. Il y a d'abord des normes claires et nettes grâce au Conseil des sages de la laïcité. Il y a en deuxième lieu, les équipes « Valeurs de la République » qui interviennent chaque fois que cela est demandé dans une école ou un établissement. Et nous irons plus loin, en matière de formation des professeurs, avec la mission que j'ai confiée à [*l'ancien inspecteur*] Jean-Pierre Obin. Nous avançons aussi sur une amélioration de la relation école-parents car il y a aujourd'hui trop d'incompréhension et d'agressivité.

Un récent sondage de l'IFOP a mis en exergue qu'une courte majorité de lycéens est favorable à l'autorisation des signes religieux à l'école, à l'encontre de ce que dit la loi. Faut-il y voir du « séparatisme » ou une évolution profonde de l'opinion des jeunes ?

Si nous n'y prenons pas garde, il pourrait y avoir un risque de fracture générationnelle sur l'enjeu de la laïcité, si celle-ci venait à être mal comprise. Des forces nombreuses agissent dans le débat public pour caricaturer la laïcité. Or, il faut le redire : la laïcité n'est pas dirigée contre les religions, elle permet au contraire aux religions d'exister dans le cadre collectif.

Nous devons faire un travail pédagogique supplémentaire. La laïcité était une chose évidente pour les générations précédentes. Ça doit le redevenir. Il se passera pour la laïcité ce qui s'est passé pour le développement durable : en étant plus présente dans les programmes, les générations suivantes y seront plus sensibles. Nous devons vivre tous ensemble avec nos diversités de croyance, en respectant le besoin métaphysique de l'homme et la liberté quotidienne de tous.

Vous parlez des forces qui caricaturent la laïcité. Quand Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, évoque l'« islamo-gauchisme » à l'université, n'est-elle pas aussi dans une forme de caricature ? C'est devenu une expression-valise, dans laquelle on met un peu tout, des « gender studies » à l'écriture inclusive...

Il y a toujours différents niveaux de langage dans le débat public et l'on gagne toujours à être de plus en plus précis. Il n'est pas anormal que des concepts globaux sur le terrain politique correspondent à des choses plus affinées quand on va sur le terrain scientifique.

Ce qui se joue, au fond, à travers ce débat, c'est la vision républicaine universaliste et humaniste *versus* la vision que j'appellerais fragmentaliste, qui essentialise les différences entre les humains. C'est un enjeu philosophique fondamental. Un débat respectable, qui doit être mené sans invectives. Je vois beaucoup d'idéologie et de violence chez ceux qui au quotidien prétendent que l'humanisme et l'universalisme sont des mots creux, que la laïcité est un concept désuet.

Je postule la bonne foi de très nombreux acteurs, y compris ceux qui ne pensent pas comme moi. Il y a des gens qui estiment sincèrement être dans le camp du progrès quand ils appuient sur un certain différentialisme, mais il faut comprendre à quoi ça mène : une société communautariste et conflictuelle. La vision républicaine est la plus adaptée au monde qui vient si nous voulons la liberté et la paix.

La nouvelle sectorisation des lycées annoncée à Paris fait déjà polémique. Ceux qui n'ont plus accès aux prestigieux établissements du centre estiment que, sous couvert de lutter contre la ségrégation scolaire, on les assigne à résidence...

Le système qui existait avait des limites évidentes. Il faut agir si l'on ne veut pas d'un système complètement inégalitaire et non mixte à Paris. C'est un enjeu d'égalité des chances. Le recteur, en concertation avec la mairie de Paris, les associations de parents d'élèves, les organisations syndicales, les chefs d'établissement, a pris le problème à



bras-le-corps pour aboutir au système le plus équitable possible. L'équité va naître d'une qualité également répartie des établissements sur l'ensemble du territoire parisien.

On a tout à fait la possibilité, à court terme, par l'affectation des moyens et des professeurs d'arriver à une très haute qualité de l'ensemble des établissements et de mettre un terme à la hiérarchisation à outrance des établissements, unique par son intensité en France. Mais il faut un soutien très puissant aux établissements les plus en difficulté. Nous le ferons. Il faut aussi que cette réforme soit pilotée dans une très grande concertation, avec un groupe de suivi, dans la plus grande transparence. C'est ce qui a commencé et qui se poursuivra.

Des ajustements sont-ils encore possibles ?

Nous verrons si des décisions peuvent être prises dans le cadre du groupe de suivi, pour éviter toutes les anomalies. Avant et après la rentrée.

Pierre Jaxel-Truer et Mattea Battaglia  
Contribuer

### Services



FORMATION PROFESSIONNELLE avec [topformation.fr](http://topformation.fr)

**COMPAREZ  
DES MILLIERS  
DE FORMATIONS**  
en France

Recherchez





DES JEUX POUR  
**TOUS LES JOURS**

**JOUEZ**

